Le Soir
PANORAMA

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

L'eau et la terre, ultimes sources de profit

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Pour dire que dans le bras de fer entre le Capital et le Travail, la force du premier fait plier le second, Warren Buffett, milliardaire américain, s'est immortalisé en clamant récemment : «La lutte des classes existe, et c'est la mienne qui est en train de la remporter».

L'eau et la terre sont dans le collimateur du profit, comme l'ont été les matières premières au XIXe siècle et le pétrole au siècle dernier. Bientôt, il ne lui restera plus que l'air comme ultime refuge.

On connaît les incidences sociales de la privatisation et de la «profitation» de l'eau (pour reprendre une belle expression inédite du LKP de Guadeloupe) en Amérique Latine à l'orée des années 1990. Chez nous aussi, le précieux liquide est au centre de tensions croissantes, là où on le soupçonne le moins ; ainsi, l'Egypte semble n'être plus ce don du Nil décrit par Hérodote. Le quotidien cairote indépendant *al-Masri al Yom* a qualifié de «guerre de l'eau» les soulèvements populaires, parfois violents, dont le mobile était la piètre qualité du service d'adduction en eau potable. Les assoiffés ont dû se tourner vers des commerçants en eau qui la transportent dans des camions-citernes et la vendent à un prix souvent exorbitant en dépit d'une qualité contestable et d'un service aléatoire.

Que l'eau soit source de vie qui se prête difficilement à appropriation, rien n'y fait : malgré leur renvoi de nombreux pays, ses prédateurs ne sont pas près de lâcher le morceau. Pas facile de le faire lorsqu'on sait que la distribution et l'assainissement de l'eau enregistrent un taux de rentabilité inégalable : à en croire les experts réunis au 5e forum de l'eau d'Instanbul, chaque dollar dépensé dans ce secteur rapporterait 8 fois plus, sous forme de dividendes divers (dividende emploi, d'efficacité et dividende social).

Aussi, dans un contexte financier incertain, le manque de volatilité du secteur de l'eau tend désormais à attirer les fonds privés.

La terre n'échappe également pas à la logique du profit, exacerbée par la crise alimentaire et un fort relent de colonialisme. Des Etats riches et des entreprises multinationales achètent ou louent à très long terme des superficies considérables de terres agricoles dans les pays en voie de développement. Là aussi, la logique économique balaie tous les tabous. L'horizon de placement est de 10 ans en moyenne, avec des retours sur investissements qui peuvent atteindre 400 % en Afrique – contre 10 à 40 % par an pour les fermes situées en Europe.

Les nouvelles possessions sont régies par des accords gouvernementaux, dits de «coopération agricole», négociés avec les pays pourvoyeurs de terres ; leur mise en œuvre revient au secteur privé. A elle seule, la Chine a contracté une trentaine de ces accords ces dernières années.

L'ONG Grain (pour Genetic Resources Action International), basée à Barcelone, a le mérite d'assurer une veille mondiale quotidienne et un blog recensant les articles de presse publiés sur ce sujet.

A la différence de l'ère coloniale, la ruée actuelle révèle une grande variété d' «accapareurs» (des Etats du Nord comme du Sud, directement ou par le biais de certaines de leurs compagnies ou sociétés de placement). Ce sont aussi bien des pays européens (Grande-Bretagne, Suède), asiatiques (Chine, Corée du Sud, Japon dont les entreprises contrôlent déjà plus de 12 millions d'hectares à l'étranger), pétroliers (pays du golfe Persique, Libye, etc.) que des compagnies de pays émergents (Brésil, Inde). Les pays cibles sont également répartis sur tous les continents : Amérique Latine (Paraguay, Argentine), Asie (Birmanie, Cambodge, Laos, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Vietnam), Europe centrale (Ukraine), Afrique (Sénégal, Mali, Malawi, Ouganda, Soudan, Tanzanie).

Les monarchies du Golfe se partagent un peu moins de 3 millions d'hectares au Soudan, au Pakistan ou en Indonésie. Ils espèrent ainsi faire face à une facture alimentaire de plus en plus lourde qui atteint aujourd'hui les 20 milliards de dollars.

L'Arabie Saoudite a récemment fait savoir qu'elle s'apprêtait à investir en Afrique du Sud et aux Philippines pour cultiver et couvrir ses propres besoins en bananes, mangues, ananas, riz, maïs et viande bovine. Il s'agit, là aussi, d'assurer l'approvisionnement en céréales dont la rareté de l'eau limite la production agricole. Auparavant, le royaume hachémite avait pris le contrôle d'environ 1,6 million d'hectares de terres en Indonésie et s'était approprié, conjointement avec les Emirats arabes unis, 1,4 million d'hectares dans des pays comme le Pakistan ou le Soudan. La Turquie, le Kazakhstan, le Cambodge, les Philippines, l'Ouganda sont également visés par les pays du golfe Persique.

Leur voisin, Israël, prospecte des terres arables au Cambodge pour faire pousser du riz et des légumes.

La Chine figure également parmi les plus gros investisseurs. Elle a déjà acquis 2,1 millions d'hectares en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Australie. Pékin anticipe déjà la réduction drastique des surfaces agricoles, menacées par une expansion industrielle également grosse consommatrice de ressources en eau. Au Kazakhstan, au Queensland (Australie), au Mozambique, ou encore aux Philippines, les entreprises chinoises cultivent riz, soja, maïs, canne à sucre, manioc, sorgho.

Les Etats ou leurs démembrements ne sont pas les seuls acquéreurs de terres. Les entreprises et les fonds spéculatifs aussi se disputent l'acquisition de propriétés. La tendance est récente : elle date de l'effondrement des marchés financiers. Le fonds d'investissement américain Black Rock vient d'annoncer la constitution d'un fonds spéculatif agricole de 300 millions de dollars, dont 30 millions sont réservés à des acquisitions de terre. La société française Louis Dreyfus Commodities, qui possède 60 000 hectares au Brésil, est actuellement intéressée par l'achat ou la location de terres au Nigeria et en Afrique subsaharienne. La Deutsche Bank et Goldman Sachs possèdent des fermes et des usines de viande en Chine. La banque d'investissement Morgan Stanley est propriétaire de 40 000 hectares en Ukraine, pays où le fonds spéculatif russe Renaissance Capital possède 300 000 hectares. La Russie s'annonce être l'eldorado des nouveaux investisseurs terriens : l'entreprise lituanienne Agrowill, les suédois Alpcot Agro et Black Earth Farming investissent massivement en Russie ; le britannique Dexio Capital souhaite acheter 1,2 million d'hectares de steppes russes.

A Madagascar, où 600 000 personnes dépendent de l'aide alimentaire, la résistance a payé. Les récentes émeutes qui ont embrasé l'île ont été déclenchées par l'annonce de la location de 1,3 million d'hectares — la superficie de l'Ile-de-France — pendant 99 ans par l'entreprise sud-coréenne Daewoo Logistics qui souhaitait y produire du maïs (avec un objectif d'une production annuelle de 5,5 millions de tonnes en 2023 destinées à être exportées en Corée du Sud) et 5 millions de tonnes d'huile de palme par an pour le marché sud-coréen. La Corée importe actuellement 11 millions de tonnes de maïs par année, principalement des Etats-Unis. Pour mener à bien son projet, Daewoo entendait faire venir de la main-d'œuvre principalement sud-africaine.

Un demi-siècle après les grands mouvements de décolonisation, les terres agricoles des pays en développement sont donc en train de devenir l'objet d'une nouvelle prise de contrôle par des intérêts étrangers. De nombreux pays n'ont toujours pas adopté de régimes fonciers qui assurent des titres de propriété aux paysans en place. Beaucoup d'entre eux n'ont encore accès à la terre que par le biais de droits coutumiers complexes et souvent arbitraires, hérités de l'ère précoloniale et érigés en éléments de la nouvelle identité nationale après les indépendances. Dans d'autres pays, c'est plutôt le contrôle de la plus grande partie des terres par une toute petite minorité qui empêche les paysans de disposer de quantités suffisantes de terres pour leur permettre d'en vivre.

Pendant ce temps, les pays du Nord, eux, se barricadent. La plupart d'entre eux ont adopté, depuis déjà plusieurs décennies, des législations relativement restrictives en matière d'achat de terres agricoles par des étrangers. Aux Etats-Unis, pas moins de 28 Etats ont des législations qui limitent les possibilités d'acquisition de terres par des non-résidents. Il en est de même pour une majorité des provinces au Canada. Au Manitoba ou en Saskatchewan, un non-résident ou une compagnie étrangère ne peut posséder plus de 20 hectares de terres agricoles. On trouve des restrictions du même type en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans certains Etats européens. Plus les terres agricoles sont vastes et la densité de population faible, plus les besoins de protection sont manifestes, ce qui explique que des provinces comme l'Ontario ou le Québec, à forte densité de population, ne se sont pas senties autant menacées par l'achat de terres par des étrangers.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Méfions-nous des raccourcis et des idées reçues !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

La permanence du candidat Abdekka à Souk-El-Tenine, dans la wilaya de Béjaïa, incendiée. Un sinistre qui a occasionné une épaisse fumée…

…bleue !

Il faut se méfier des idées reçues. Nous, les journalistes, nous sommes de bons clients de la chose. Nous adorons emprunter les raccourcis qu'offrent les idées reçues. C'est tellement plus pratique. Un exemple d'actualité pour s'en convaincre. Il est de bon ton en ce moment de dire et d'écrire que «la santé en Algérie va mal». Pourtant, dans les faits, lorsqu'on garde la tête froide, lorsqu'on refuse de céder au diktat des idées reçues, il est possible de se rendre à l'évidence que la santé ne va pas si mal chez nous. Grâce à des lecteurs de Tissemsilt, des fidèles qui mailent régulièrement, j'ai ainsi appris que la santé à Tissemsilt est loin d'être moribonde. Dans cette ville, il y a des ambulances. N'est-ce pas là un début de preuve que la santé algérienne n'est pas sinistrée ? Autre bout de preuve à coller au premier. Ces ambulances roulent, et roulent plutôt bien. Autre bout de preuve à ajouter aux deux précédents, les mégaphones installés sur ces ambulances fonctionnent parfaitement. Alors ? Avec toutes ces preuves, mises bout à bout, comment peut-on continuer à considérer que la santé en Algérie va mal ? Ce n'est pas faire œuvre d'information objective du citoyen que d'occulter cette réalité. Et plutôt mourir que d'occulter la vérité à laquelle a droit le citoyen dans cet espace. Je l'écris donc noir sur blanc, ou plus exactement noir sur bleu : les ambulances à Tissemsilt sont en état de marche. Elles sillonnent la ville. Et grâce à leurs mégaphones embarqués, elles annoncent ces dernières heures, en boucle, avec le volume réglé au maximum… l'arrivée imminente d'Abdekka à Tissemsilt pour un meeting électoral. Quoi ? Ce n'est pas à ça que doit servir une ambulance du secteur de la santé ? Ah ! S'il vous plaît ! Je ne peux pas m'occuper de tout, ici-bas (au sens du bas de page, bien sûr). Moi, je témoigne à la suite de mes fidèles lecteurs qui ont eu l'obligeance d'attirer mon attention sur le fait que les ambulances fonctionnent et fonctionnent à tue-tête à Tissemsilt. Que d'autres consœurs et confrères s'occupent de questions subsidiaires et à la limite métaphysiques. Du genre «que fout une ambulance de la santé dans les rues de la ville à annoncer l'arrivée du candidat Boutef ? » A chacun son job ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.